



**RAPPORT ANNUEL DU PROJET**

**Bio économie Intégrée pour l'amélioration des conditions  
et de la qualité de vie des populations rurales du Sud-Kivu**



*Rapport de septembre 2011 à mars 2012*

**PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT  
République Démocratique du Congo**

## I. INTRODUCTION

---

Le projet s'inscrit dans le Programme de stabilisation du Gouvernement de la RDC (STAREC) et dans la stratégie de la communauté internationale et des Nations Unies pour l'appui à la stabilisation et à la sécurisation en se focalisant sur l'appui aux retournés, avec une attention particulière aux femmes, aux jeunes et autres groupes vulnérables dans le Sud Kivu, afin de contribuer à la réduction des risques de reprise des conflits par l'amélioration du capital social, économique et écologique des communautés concernées. Il est complémentaire au projet Bio Economie Intégré (BEI) (exécuté également dans les régions de Kinshasa, du Bas-Congo et du Katanga financé par Fonds International pour le Développement Agricole - FIDA) et sert à adapter l'approche au contexte post-conflit et aux circonstances spécifiques du Sud-Kivu.

Le projet contribue à la consolidation de la paix en améliorant la sécurité alimentaire, les conditions et la qualité de vie des catégories vulnérables, en augmentant les revenus des populations, avec une attention particulière pour les retournés et les communautés d'accueil.

Le projet est structuré autour de cinq composantes ci-après :

- 1) La création et l'équipement d'un centre de démonstration et de formation en matière de bio-économie intégrée, et la création des modèles concrets de l'application de la bio-économie intégrée au niveau des exploitations paysannes;
- 2) Des études de marchés et du secteur privé, ainsi que des diagnostics socio-économiques des communautés visées ;
- 3) La capitalisation et l'échange du savoir-faire, des connaissances et des expérimentations des services techniques, ONG et scientifiques actifs dans le domaine du développement agricole et rural et de l'innovation au Sud-Kivu;
- 4) L'application de la bio-économie intégrée par les communautés villageoises dans leur environnement économique, social et écologique, à travers la formation, la fourniture des kits de démarrage aux paysan(ne)s, et la réplique des modules de gestion et de production. Ceci inclus les activités génératrices de revenus (AGR) et la gestion des écosystèmes ;
- 5) l'accompagnement technique et administratif du projet.

Les composantes du projet incorporent également les thèmes transversaux, à savoir : la paix et la réconciliation, le genre, l'environnement, la santé. Le projet adopte une approche intégrée du renforcement social, économique et écologique (Triple-Win) d'une manière inclusive et se fonde sur des partenariats publics-privés pour sa mise en œuvre, l'appropriation à tous les niveaux et assurer la pérennité de l'approche novatrice.

## II. CONTEXTE

---

La période sous examen a été dominée essentiellement par le déroulement du processus électoral pour organiser les élections de novembre 2011 sur l'ensemble du pays, processus qui a conduit à l'élection du Président de la République et des députés nationaux, permettant ainsi le renouvellement des institutions de manière démocratique. Ce processus continue, puisqu'il est envisagé de poursuivre les élections au niveau provincial et local pour y renouveler aussi les institutions.

Ce processus a eu un revers sur le projet, perturbant la mobilisation des parties prenantes dont le projet avait besoin et par conséquent a entraîné la lenteur dans la mise en œuvre. Il en a résulté un réel décalage au niveau du chronogramme entre la planification et la réalisation. Pour redresser la barre, une stratégie d'accélération des activités en suspens a été mise en place depuis février 2012. Il est à espérer que le gap sera amorti.

Ce qui devrait permettre de consolider la situation de paix sur l'ensemble du territoire national et du Sud-Kivu en particulier : Pour rappel, il convient de noter que le Sud Kivu sort progressivement de la phase de conflit, justifiant ainsi l'ouverture du chantier de la transition des opérations humanitaires vers le développement. L'une des gageures fondamentales est la relance des moyens d'existence, notamment dans le milieu rural et périurbain, afin de compléter et renforcer les efforts autour de la sécurité, de la construction de l'État et du développement socioéconomique.

## III. PROGRES VERS LES RESULTATS

---

Les réalisations du projet contribuent au processus de paix et à la reprise économique à travers la création d'emploi, la sécurité alimentaire, la création de richesses, le transfert des connaissances et des compétences de gestion des ressources naturelles aux populations vulnérables et marginalisées, notamment les ex-combattants, les jeunes et les femmes victimes des instabilités sociopolitique et économiques au Sud Kivu.

Sans nécessairement passer par l'éducation formelle, le transfert de techniques et technologies du Système de Bioéconomie Intégrée (SBI) simples de production agricole (jardinage à sac, jardinage verticale, jardinage en pneu, plantation d'arbres, terrassement, irrigation en gouttes à-gouttes, etc.), de biogas (construction en briques et ciment), de l'élevage (soin du bétail dont les vaches et les poules), de gestion des ressources naturelles (la fertilité du sol, l'utilisation de l'eau, l'agroforesterie, la culture vivrière et maraîchère, etc...) et des déchets (66 tonnes collectées et transformées dans les cinq villages suivant des procédures scientifiques de transformation chimique et mécanique de déchets agricoles, animaux, humains, ménagers) permet le renforcement des connaissances et des compétences des paysans et populations vulnérables à regagner la confiance dans leur capacité individuelle et communautaire/sociale. Ceci leur permet d'être productifs et

d'assurer, à moindre coût, les besoins alimentaires et énergétiques nécessaires pour la nutrition et l'électricité familiale. Ceci contribue également à diminuer les risques sanitaires dû à l'accumulation de déchets, à réduire le déboisement et les cas de viols des filles et des femmes qui ne sont plus contraintes de se déplacer loin du foyer.

Par ailleurs, les nouvelles connaissances acquises permettent la création de richesses pour la famille (digesteur, réchaud à biogas, lampes à biogas, bétail, apiculture, aviculture, espace agricole, fertilisants naturels). D'autre part, ils facilitent de nouveaux emplois dans les domaines de la construction de biodigesteur, la collecte/tri de déchets, la production de fertilisants biologique, la production agricole et l'élevage, la transformation et transportation des produits SBI vers les marchés.

De ce fait, cette dynamique sociale permet de créer des opportunités économiques locales de commercialisation des produits agricoles ou de l'élevage dans les marchés locales, permettant ainsi l'augmentation des revenus des bénéficiaires et une meilleure condition de vie, de santé et d'éducation axée sur à la protection de l'environnement et la gestion des ressources naturelles, une des cause principales des conflits communautaires. Une étude de partenariat public-privé et de création de marché des produits SBI sera lancée en juin 2012.

Le maintien de la stabilité et de la paix par le renforcement de cette dynamique socioéconomique est soutenu par l'encadrement des bénéficiaires des Villages SBI à travers la structure de Coordination et de Suivi piloté par le Ministère de l'Agriculture au niveau national et provincial ainsi que l'appui technique de l'équipe SBI et des Coordonateurs SBI de chaque village.

*R (6): Le PBF se positionne au niveau du programme pays afin d'assurer qu'il offre la meilleure valeur ajoutée possible et des avantages comparatifs au processus de consolidation de la paix (indicateurs : Appui inter-agences, Gestion de savoir faire)*

Comme indiqué plus haut dans le rapport, les 50 paysans modèles par Village SBI, les Coordonateurs SBI locaux et les autres membres de la communauté, impliqués dans la mise en place du Centre de Démonstration et de Formation de Mushweshwe et des installations des outils SBI dans les villages de Walungu, Kamanyola, Bundali et Mugogo, ont acquis des connaissances et des compétences en travaillant avec l'équipe SBI. Durant la période mai-juillet 2012, des formations SBI en cascades sont planifiées pour mieux renforcer les connaissances et les pratiques SBI à travers des sessions pratiques de transferts de technologies SBI suivant une approche méthodologique. Par la suite, les paysans modèles formés seront encadrés par l'équipe et les Coordonateurs SBI pour qu'ils puissent appliquer et répliquer les techniques et les outils SBI dans leur foyer pour ensuite former, à leur tour, 10 autres paysans en utilisant leur SBI familial comme outil de démonstration et de formation. Les sessions de partages de connaissances et d'expériences entre les provinces ainsi que les réseaux de partages SBI sur l'espace virtuel UN Teamworks continue de mettre en réseau les experts et non-experts SBI du Sud Kivu, ainsi que ceux qui souhaitent documenter, partager, apprendre et répliquer l'approche SBI dans d'autre provinces et d'autre pays.

Les nouveaux partenariats qui émergent avec les agences des Nations Unies tel que le PAM, permettent de créer des synergies inter-agences en appui aux communautés d'une manière intégrée et coordonnée.

Par rapport au Cadre de Résultats, le progrès enregistré avec la mise en œuvre du projet se présente comme suit :

**Résultat 1 :** *Le centre de formation et de démonstration est fonctionnel et des modèles concrets du Système Bioéconomie Intégrée (SBI) sont installés au niveau des exploitations paysannes.*

Par rapport à ce résultat, le projet a permis d'accomplir le progrès suivant :

Le projet a établi, équipé et rendu opérationnel, comme prévu, un centre de démonstration pilote, à Mushweshwe, à partir duquel sont expérimentés des modèles de duplication au niveau des villages ciblés. Ce centre dispose d'un bio digesteur de 152 m<sup>3</sup> avec un système complet de production de biogaz et de fertilisants naturels. Dans les villages d'extension identifiés, des structures d'accueil, comprenant les représentants de l'administration locale, des autorités coutumières et des organisations paysannes, ont été mises en place. Quelques 250 paysans, soit 50 par site, ont été identifiés par les chefs des villages SBI respectifs pour porter l'expérimentation. Dans ces villages 18 tonnes de déchets animaux et agricoles sont collectés pour alimenter des bio digesteurs de 32 m<sup>3</sup> installés à Bundali, Kamanyola, Mogogo et Walungu achevé en mars 2012. Ces trois digesteurs ont produit du biogaz qui va être utilisé pour la cuisson et l'électricité dans les villages respectifs. Pour faciliter la diffusion de l'utilisation des gaz ainsi produit, des séances de démonstration et de formation des communautés sont prévues, dans la zone d'influence directe du projet, de même que l'aménagement d'un centre de cuisson et un programme de gestion des réchauds communautaires élaboré pour les membres de 10 premières familles qui utiliseront le biogaz du village. Ces familles ont été identifiées parmi les membres des communautés interviewées au cours de l'étude socioéconomiques qui a constituée une base de données des bénéficiaires et servira également comme un outils de suivi et évaluation de progrès vers les résultats. De même, des tuyaux seront aménagés pour assurer la distribution du biogaz vers les 10 familles qui pourront utiliser les lampes à biogaz dans chaque foyer.

A terme ceci va induire une véritable transformation dans les pratiques locales portant à la fois sur l'agriculture et l'élevage de nature à améliorer les rendements et en conséquence les revenus.

Avec la production du biogaz, un nouveau type de business va voir le jour dans la région et contribuer à enrichir les activités génératrices de revenu (AGR). Dans le cadre des AGR, on peut relever qu'à Walungu, six mois après le démarrage du projet, la vente des premières récoltes de légumes a commencé et permis aux ménages concernés d'accroître leurs investissements suivant l'acquisition initial de 45 vaches, 5 bœufs dans chacun des Villages SBI par le projet) et deux banques se sont ouvertes

(au moins deux associations dans les Villages SBI de Mushweshe et de Walungu ont ouvert chacun un compte bancaire).

D'une façon globale, depuis son lancement au Sud Kivu le en Septembre 2011, le système Bio économie intégré est déployé dans cinq villages cités plus haut. Du personnel technique formé, tel que indiqué plus haut, a été mis à la disposition de chaque village pour les appuis nécessaires dans la construction des bio-digesteurs et leur entretien. La structuration des bénéficiaires a également commencé dans ces villages pour les préparer à mieux exploiter les bénéfices de la bio économie intégrée, notamment la production du biogaz pour l'électricité, la production des compostes, les mécanismes de commercialisation et les coopératives à mettre en place pour soutenir la pérennisation du système.

**Résultat 2 :** *Le projet dispose d'une base de données et d'un système d'information géographique GIS concernant les communautés et les bénéficiaires ciblés, a une connaissance de fonctionnement des marchés et a établi des accords avec le secteur privé. Un système de suivi est établi et fonctionnel :*

Afin de pouvoir suivre l'effet du projet dans l'amélioration des conditions de vie et de soutenir la dynamique, des outils de collecte d'information dont une base de données ont été développée. Les données socioéconomiques et environnementales collectées sont encodées. L'analyse des données des 250 paysans basés dans les cinq villages SBI du Sud Kivu est en cours de finalisation.

La saisie des données est complétée en intégrant la photo et le profile personnel de chaque paysan dans les données de base pour permettre le suivi et l'analyse de l'appui technique et des changements des connaissances, de la productivité/des revenus, des comportements sociales et de la protection environnemental des bénéficiaires suite aux interventions du projet.

Le rapport de l'étude sera complété et le système interactif de bases de données socioéconomiques sera finalisé en fin mai 2012.

**Résultat 3 :** *Un système de partage des connaissances avec les acteurs clés au Sud-Kivu (services, scientifiques, ONG, secteur privé) est mise en place et est opérationnel :*

Une session de partage de connaissances et d'expériences a été organisée en mars 2012 à Mushweshwe avec plus de 25 participants parmi les membres de Coopératives de Paysans Modèles SBI, dont l'équipe SBI, les coordonateurs de villages SBI, les représentants du gouvernement provincial et les communautés locales. La session a permis de partager le concept de SBI, ainsi que les outils et techniques mis en œuvre au Sud Kivu, avec les participants et de recueillir leurs idées et contributions.

Un deuxième événement de partage a eu lieu à Kamanyola, où plus de 120 personnes ont participé à la première production de biogaz par le digesteur.

Un Forum National de cinq jours a été organisé à Lubumbashi en janvier 2012 en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture. Plus de 180 participants étaient présents, dont les ministres provinciaux des 11 provinces de la RDC et les Coordonateurs provinciaux et locaux SBI du Sud Kivu, de Kinshasa et du Bas-Congo impliqués dans le projet.

En vue d'élargir le partage de connaissances au delà de l'équipe du projet et de la RDC, un point focal a été nommé et continue d'enrichir la base de connaissances sur l'espace Teamworks au <https://undp.unteamworks.org/node/131041> pour renforcer le réseau de partages des personnes impliquées et/ou intéressées par le projet tels que les coordonnateurs SBI provinciaux et locaux, gouvernement, Système des Nations Unies, société civiles, chercheurs, etc.) au Sud Kivu mais aussi dans les autres provinces de la RDC, de l'Ethiopie et de la Côte d'Ivoire où le projet est déjà mise en œuvre....

**Résultat 4** : *Un plan de travail est établi, exécuté et suivi en respectant les résultats attendus mentionnés ci-dessus :*

Ce résultat est étroitement lié au mécanisme de gestion et de suivi-évaluation axé sur les résultats (GAR) mis en place pour assurer la mise en œuvre et la documentation du progrès vers les résultats de changement réel, au sein des bénéficiaires et de l'environnement. On peut retenir qu'un atelier de revue à mi-parcours et des missions conjointes avec le Gouvernement sont planifiés pour le mois de mai 2012. Ces activités de suivi devraient permettre de partager de faire le point sur l'ensemble de résultats et de partager les leçons et meilleures pratiques retenues du projet.

Il fournit plus amples détails sur les réalisations alignées par produit.

## VI. SUIVI ET EVALUATION

---

Le mécanisme de suivi-évaluation a été focalisé sur la nécessité de rendre compte de façon régulière sur le déroulement du projet et des progrès enregistrés, vers l'atteinte des résultats visés et le suivi de risques identifiés, en proposant de mesures de mitigation nécessaires.

### a) Suivi des résultats

Le suivi quotidien de la mise en œuvre est assuré par le chef de projet SBI basé à BEA/Kinsahsa sur la base du plan de travail annuel (AWP) et de ses indicateurs. Ce plan de travail ainsi que les indicateurs de performance appropriés ont été élaborés par l'ONG Bioeconomy Africa (BEA) et discutés par la suite avec le PNUD et le Ministère de l'Agriculture en Septembre 2011.

Depuis le lancement des activités en septembre 2011, des rapports d'activités sont soumis par BEA au PNUD qui prépare le rapport trimestriel et le soumet au bureau de Coordination l'Unité de Stabilisation et de Coordination basé à Goma. Le suivi sur le terrain est assuré par le bureau du PNUD en RDC conjointement avec l'équipe de BEA et du Gouvernement. Les progrès et blocages sont discutés lors des réunions de suivi hebdomadaires et trimestrielles. Ceci permet aux différentes parties de faire le bilan des réalisations et de traiter tout problème rencontré par le projet au moment opportun, afin de créer les conditions convenables à la meilleure exécution des activités du projet.

L'état d'avancement du projet est enregistré sur la plateforme de la Gestion Basée sur les Résultats du PNUD. En se basant sur les informations enregistrées sur ATLAS, un rapport sur l'état d'avancement du projet peut être généré à partir du « executive snapshot ». D'autres enregistrements sur ATLAS permettent de suivre les journaux des problèmes, des risques, les enseignements tirés, etc.

**b) Suivi des risques liés au projet:**

Les risques rencontrés ont été de trois ordres : Faible appropriation nationale, particulièrement au niveau technique et des communautés, faible mobilisation du secteur privé et capacités fort limitées du Ministère de l'Agriculture pour porter le projet.

A ces risques identifiés, des actions de mitigation ont été engagées de la manière suivante :

**Appropriation nationale :** Le projet est plus porté par les politiciens que par les techniciens de l'administration et les bénéficiaires fortement. C'est un acquis du projet que les politiciens s'y intéressent mais le projet ne doit pas rester leur apanage. Le PNUD suit avec attention l'évolution du contexte de la mise en œuvre et veille à ce que l'appui politique accru dont bénéficie le projet, serve de courroie de transmission à une plus grande appropriation nationale de ce projet. C'est ainsi que les services techniques de l'administration sont particulièrement visés, ainsi que les autres acteurs non étatiques (notamment la société civile) et les institutions de la recherche.

**Mobilisation du secteur privé :** Dans le cadre de la création de partenariat public-privé pour commercialiser les produits SBI tels que le biogas, les fertilisants biologiques et les produits agricoles dans les marchés, le PNUD a recruté en février 2012 le cabinet Saphir Développement d'appui conseil pour élaborer la stratégie de partenariat et de la mobilisation du secteur privé ;

**Faiblesse des capacités :** Le Ministère de l'Agriculture s'est approprié le projet au fil de la mise en œuvre des activités et nourrit l'ambition de répliquer l'approche SBI dans les 11 provinces de la RDC. Le PNUD appuie le Ministère dans le renforcement de ses capacités pour y parvenir. Le PNUD a organisé un diagnostic des capacités. Les ONG locales et institutions de recherche ayant par le passé entrepris des actions dans le cadre de la bio économie ont été identifiées et les mécanismes de collaboration avec elles ont été élaborés.

## V. SITUATION FINANCIERE

---

Le projet est financé par le Peacebuilding Fund à hauteur de 770 400 US\$, en plus de la contribution du PNUD RDC de USD 250 000 US\$ et du même montant de 250 000 US\$ du Gouvernement de la RDC.



Les dépenses de la construction de la radio communautaire et de l'achat d'un véhicule ont été financées par le PNUD.

La contribution du gouvernement a pris la forme de :

- mise à disposition des terrains et de l'école pour la réhabilitation du Centre de Démonstration et de Formation SBI ;
- et de développement d'outils et techniques agro-forestières, d'élevage et de production de biogas dans les cinq villages ciblés.

Suite à la cérémonie du lancement du projet en août 2011, les dépenses réalisées sont de USD \$394 200 depuis Septembre 2011. La deuxième tranche sera transférée en avril 2012 pour réaliser les activités planifiées pour la période de mai à juillet 2012 suivant le Plan de Travail Annuel.

Le rapport financier du projet figure en annexe II.

## **VI. STRATEGIE DE PARTENARIAT**

---

L'initiative du projet est basée sur la demande du gouvernement de la RDC à travers son ministère de l'Agriculture à l'issue d'une visite que le ministre avait effectuée en Juin 2012 en Ethiopie. Les autorités congolaises ont perçu dans le projet un tremplin pour le renforcement des capacités et le partage des connaissances et expériences sur des pratiques de développement intégrées.

Pour s'y prendre le projet établit un centre pilote de démonstration à partir duquel sont développés et déployés des mécanismes d'appui et de formation au niveau des communautés et bénéficiaires directs. Le Gouvernement contribue au projet à travers, entre autres, la mise à disposition de terrain pour l'installation du centre de démonstration et de formation SBI. Il met également à disposition de l'équipe du projet ses experts du Ministère de l'Agriculture en tant que 6 Coordonnateurs SBI au niveau de la province du Sud Kivu et des 5 villages ciblés par el projet.

Le gouvernement appuie également la mobilisation des partenariats. Par exemple, les 11 ministre provinciaux de toutes les provinces de la RDC ont été sensibilisés au concept SBI pour vulgariser l'approche dans toute l'étendue du pays avec le soutien du ministère au niveau national et l'appui technique de BEA.

Basé dans les locaux du Ministère de l'Agriculture, BEA transfert progressivement le suivi technique et programmatique au ministère à travers un renforcement de capacité du ministère et de l'université de Kinshasa.

Dans le cadre des activités de sensibilisation, une radio communautaire vient en relais et permet de vulgariser le concept. C'est l'administration locale, à travers l'inspection provinciale de l'agriculture, qui a accueilli dans ses installations la radio et appui son fonctionnement et sa pérennisation.

Des discussions sont en cours avec le PAM pour initier un projet PNUD-PAM en créant une synergie autour des cantines scolaire qui pourront utiliser le biogas du SBI pour la cuisson des nourritures des étudiants ainsi que diversifier la nutrition par la production de fruits et des légumes dans les Ecoles Vertes utilisant les fertilisants biologiques SBI.

Le projet offre également des opportunités intéressantes aux institutions de recherche de la région, particulièrement celles investies dans la filière du développement rural et permettra à terme aux étudiants locaux de pouvoir effectuer des pratiques

professionnelles sous forme de stage et de recherche appliquée. Suivant le modèle du partenariat déjà signé avec l'Université de Kinshasa, le projet envisage d'établir un accord similaire avec l'université de Bukavu.

Entre autres bailleurs qui s'intéressent au concept SBI, la Belgique a exprimé un intérêt prononcé pour le projet. De la même manière, le projet a partagé le concept avec des ONGs locales et des associations de paysans ainsi que certains instituts de micro-financement afin de forger des partenariats stratégiques qui assureront un meilleur résultats transformationnel des communautés d'une manière coordonnée et holistique.

## **VI. CONTRAINTES, DIFFICULTES RENCONTREES ET LEÇONS APPRISES**

---

Le projet a une durée d'un an. Une bonne partie des activités du projet ont été orientées vers les activités de formation et de transfert des connaissances. C'était un préalable à l'appropriation nationale et à l'atteinte des résultats. Ces activités de formation ne sont pas déroulées comme prévues dans le chronogramme. Le contexte lié aux élections a bouleversé le déroulement du projet, occasionnant une certaine lenteur, voire démobilité des cibles. Cette situation n'est pas propre au projet SBI, cela concerne l'ensemble des interventions liées au développement.

Pour régler ce problème, une stratégie d'accélération des activités a été mise en place depuis février 2012. Cependant, toutes les activités du projets seront réalisées avec une extension sans-coût jusqu'en novembre 2012.

*Les bonnes pratiques et les leçons apprises :*

Les bonnes pratiques du projet consistent à appuyer le Gouvernement de la RDC et les communautés à des opportunités de partages de connaissances et d'expériences de bonnes pratique de développement transformationnel pour forger des partenariats avec des ONG comme Bioeconomy Africa qui ont fait preuves de résultats réussis dans d'autres pays, dans l'application de connaissances scientifiques et pratiques pour réduire la pauvreté en Afrique.

Les progrès sur le terrain montrent que, malgré les défis logistiques et opérationnels, des résultats tangibles sont réalisés sur une courte période. Comme il a été démontré lors du Forum National de l'Agriculture organisé en janvier 2012, ce processus de partages et d'application des connaissances SBI en RDC (Sud Kivu, Kinshasa, Bas Congo) a renforcé l'appropriation et le leadership du Ministère de l'Agriculture à adopter et à promouvoir l'approche SBI, comme une des stratégies qu'il souhaite intégrer et répliquer au niveau national à travers les ministres provinciaux de l'Agriculture et le nouveau partenariat signé avec l'Université de Kinshasa en Février 2012.

Cependant, il est prudent de prévoir un appui technique continu à la gestion opérationnelle des ONG locales et internationales qui seront impliqués dans la mise en œuvre du projet pour les aider à s'aligner aux pratiques du Système des Nations Unies.

## VII. PERSPECTIVES

---

Le projet SBI a suscité beaucoup d'intérêt à la fois au niveau des communautés qui voient des changements visibles, du Gouvernement qui souhaite répliquer l'approche dans toutes les 11 provinces de la RDC et aussi au niveau du Système des Nations Unies dont certaines agences telles que le PAM, l'UNICEF, la FAO, l'OMS et le FNUAP expriment la volonté de créer des synergies avec leurs projets mise en œuvres dans les localités des Villages SBI.

De plus, l'approche s'aligne avec le thème de plaidoyer politique de Rio+20 qui traitera de l'aspect d'intégration sociale, économique et écologique (Triple-Win) du développement, offrant ainsi une immense opportunité de se pencher sur l'approche et les résultats du projet SBI et sa contribution à l'agenda de développement local, régional et international.

## **ANNEXES**

---

1. *Cadre de synthèse du progrès vers les résultats*
2. *Rapport financier*
3. *Plan de travail*



## **ANNEXE 1 : CADRE DE PROGRES VERS LES RESULTATS**

---

## **ANNEXE 2 : RAPPORT FINANCIER**

---

## **ANNEXE3 : PLAN DE TRAVAIL**

---